

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/MYS/3

G/SCM/Q1/MYS/3

13 octobre 2000

(00-4235)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Questions du JAPON concernant la notification de la MALAISIE<sup>1</sup>

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 octobre 2000.

La Loi de la Malaisie contient l'expression "intérêt public" dans les divers articles respectifs à l'"ouverture de l'enquête" (Loi n° 1046, articles 4, 20), la "fin de l'enquête" (Loi n° 1046, article 26), la "détermination positive finale (y compris engagements en matière de prix)" (Loi n° 1046, article 25) et le "réexamen administratif" (Loi n° 1046, article 28). La Malaisie pourrait-elle nous expliquer en détail la façon dont elle considère l'"intérêt public" lorsqu'elle applique la Loi? Si la Malaisie utilise des critères écrits, pourrait-elle nous communiquer des renseignements écrits? Pourrait-elle nous dire s'il y a eu des cas où il a été mis fin à une enquête en matière de dumping pour application de la clause relative à l'"intérêt public"?

---

<sup>1</sup> G/ADP/N/1/MYS/1/Add.1-G/SCM/N/1/MYS/1/Add.1.